



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/C.5/50/3
9 octobre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 159 de l'ordre du jour

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés

Note présentée par le Secrétaire général au nom des membres du
Comité administratif de coordination et avec leur approbation

I. INTRODUCTION

1. À sa quarante-neuvième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 49/238 du 31 mars 1995, dans laquelle elle a pris acte du rapport présenté par le Secrétaire général au nom des membres du Comité administratif de coordination (CAC) sur le sujet susmentionné (A/C.5/49/6 et Corr.1 et Add.1). Elle a déploré que le personnel des Nations Unies, notamment le personnel participant à des opérations de maintien de la paix et à des opérations humanitaires, ainsi que le personnel recruté localement, coure de plus en plus de risques et, à cet égard, s'est félicitée de la Réunion spéciale interinstitutions sur les questions de sécurité convoquée en 1994 par le Coordonnateur des mesures de sécurité. L'Assemblée a prié instamment le CAC de renforcer la coopération interinstitutions afin d'assurer la sécurité du personnel de l'ensemble du système des Nations Unies. Elle a aussi pris acte avec satisfaction de la note du Secrétaire général sur la maîtrise du stress (A/C.5/49/56) et des propositions figurant au paragraphe 10 de cette note, et elle a prié le Secrétaire général de présenter des propositions de financement, si nécessaire, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997.

2. La présente note, qui contient des informations mises à jour sur le respect des privilèges et immunités des fonctionnaires ainsi que sur leur sécurité, est présentée au nom des membres du CAC et avec leur approbation et elle est fondée sur les informations présentées par des organes subsidiaires de l'ONU et des organismes des Nations Unies. On trouvera ci-après à l'annexe IV la liste des organes et organisations qui ont été invités à fournir des renseignements. La note porte sur la période allant du 1er juillet 1994 au 30 juin 1995.

II. SÉCURITÉ DES FONCTIONNAIRES

3. Les événements survenus au cours de l'année amènent à s'inquiéter encore plus des conditions dans lesquelles les fonctionnaires des organismes des Nations Unies sont censés travailler dans certaines régions, et à se demander quel est le niveau de risque qui doit être considéré comme acceptable. S'acquittant des responsabilités qui leur sont confiées par les États Membres, les fonctionnaires sont souvent appelés à exercer leurs fonctions dans des situations extrêmement dangereuses, dans lesquelles les décisions relatives à leur sécurité ont un caractère d'urgence qu'elles n'ont pas dans des conditions normales. Il est particulièrement préoccupant de noter que, au cours de la période considérée et, ensuite, pendant la préparation du présent rapport, 14 membres du personnel civil, appartenant à différentes organisations, ont été tués. Des précisions sont données à l'annexe II. (Comme le présent rapport couvre le personnel des organismes des Nations Unies, les chiffres indiqués ne comprennent pas les militaires associés aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.) Il y a eu aussi de nombreux cas de harcèlement, d'enlèvement, de détournement de véhicules et d'attaques dirigées contre le personnel de l'ONU. On trouvera à l'annexe III du présent rapport des détails concernant certains de ces incidents, qui ont été communiqués par divers organismes.

4. Comme je l'ai souligné dans mon rapport sur l'activité de l'Organisation (A/50/1), il est indispensable de respecter la sécurité et l'intégrité du personnel des Nations Unies. Il convient de rappeler que si, pour leur part, les organismes des Nations Unies prennent toutes les précautions nécessaires pour protéger les membres de leur personnel, ce sont les gouvernements hôtes et leurs autorités qui sont au premier chef responsables de la sécurité de ceux-ci, étant donné que tout gouvernement a pour fonction normale et inhérente de maintenir l'ordre et de protéger les personnes sous sa juridiction. Dans le cas des organismes des Nations Unies et de leur personnel, les gouvernements sont considérés comme ayant une responsabilité particulière en application de la Charte des Nations Unies ou de l'instrument constitutif de l'organisme concerné. Il faut bien reconnaître cela dit que, de plus en plus, l'ONU est appelée à fonctionner dans des régions où il n'existe pas de gouvernement ou dans lesquelles le gouvernement est dans l'incapacité de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte.

III. ARRESTATION ET DÉTENTION DE FONCTIONNAIRES

5. Depuis deux ans, le nombre de fonctionnaires arrêtés ou détenus semblait baisser. Malheureusement, cette tendance s'est inversée du fait de l'aggravation de la situation au Rwanda, où de nombreux membres du personnel local ont été arrêtés. De nombreuses démarches ont été faites par le Représentant spécial du Secrétaire général et le Coordonnateur résident des Nations Unies, ainsi que par de hauts fonctionnaires en mission au Rwanda, en vue de porter les cas non réglés à l'attention des autorités rwandaises. En outre, un juriste a été envoyé à Kigali afin de poursuivre le dialogue avec les autorités rwandaises au sujet de la détention de fonctionnaires des Nations Unies.

/...

6. Un autre sujet de préoccupation tient au fait que des membres du personnel local travaillant pour les forces de paix des Nations Unies sont enrôlés dans l'armée nationale. Il y a eu en effet un nombre croissant de ces cas, qui sont contraires à l'article V, section 18 c), de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

7. On trouvera à l'annexe III ci-après des renseignements détaillés fournis par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) concernant la détention de membres de son personnel.

IV. IMPOSITION DE FONCTIONNAIRES

8. La question de l'imposition de fonctionnaires est traitée dans les informations fournies par l'Organisation internationale du Travail (OIT), qui figurent à l'annexe III, section C, paragraphe 12.

V. RESTRICTIONS LIMITANT LES VOYAGES OFFICIELS OU PRIVÉS DE FONCTIONNAIRES DE L'ONU, DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET DES ORGANISMES APPARENTÉS

9. Les restrictions imposées par les autorités des États-Unis aux voyages privés de fonctionnaires de certaines nationalités ainsi que des membres de leur famille sont restées en vigueur. À cet égard, le Secrétaire général maintient sa position de principe bien connue, qu'il a exprimée à plusieurs reprises dans le passé, à savoir que de telles restrictions, appliquées uniquement en fonction de la nationalité des intéressés, sont discriminatoires.

10. On trouvera à l'annexe III des renseignements sur les restrictions imposées aux déplacements du personnel de l'UNRWA.

Annexe I

LISTE RÉCAPITULATIVE^a DES FONCTIONNAIRES EN ÉTAT
D'ARRESTATION ET DE DÉTENTION OU PORTÉS DISPARUS,
À L'ÉGARD DESQUELS L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
ET LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET ORGANISMES
APPARENTÉS N'ONT PU EXERCER PLEINEMENT LEUR DROIT
DE PROTECTION

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Abdala Daker Hayatli	UNRWA	Disparu dans la République arabe syrienne depuis le 20 avril 1980
M. Izzedine Hussein Abu Kreish	"	Détenu dans la République arabe syrienne depuis le 11 septembre 1980
M. Mahmoud Hussein Ahmad	"	Disparu au Liban depuis le 22 mars 1983. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés
M. Mohammad Ali Sabbah	"	Disparu au Liban depuis le 22 mars 1983. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés.
M. Daulat Mir	FAO	Arrêté le 28 août 1984 et incorporé ultérieurement dans l'armée afghane
M. Alec Collett	UNRWA	Détenu au Liban par des milices ou des éléments non identifiés depuis le 25 mars 1985
M. Mohammad Mustafa El-Hajj Ali	"	Disparu au Liban depuis le 28 novembre 1986. Serait détenu par des milices ou des éléments non identifiés
M. Saleem Hairan	FAO	Détenu et incorporé le 27 janvier 1988 dans l'armée afghane
Mme Zainab Aw Jama Adan	PAM	Disparue en Somalie depuis le 4 juin 1988
M. Mohammed Omar	FAO	Détenu et incorporé le 17 mai 1989 dans l'armée afghane
M. Abdul Fattah	PAM	Enlevé au Pakistan par des éléments non identifiés le 3 septembre 1989

/...

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Ahmad Mohamed Ali	PAM	Détenu en Somalie par les services de sécurité nationaux depuis le 25 mai 1990
M. Kassu Asgedon	PAM	Détenu en Éthiopie depuis le 4 septembre 1991
M. Hasan Mohammad Hammad	UNRWA	Détenu en Cisjordanie depuis le 15 février 1993
M. Sami Abdalla Abu Hmaiseh	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 11 avril 1993
M. Jaber Ali Wahdan	"	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 3 mai 1993
M. Andualem Zeleke	CEA	Détenu en Éthiopie depuis le 25 juin 1993
Mme Sara J'areh	UNRWA	Détenue en Cisjordanie depuis le 24 septembre 1993
M. Rida Mahmoud Khaled	"	Détenu en Cisjordanie depuis le 18 octobre 1993
M. Vincent Habineza	UNICEF	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 22 septembre 1994
M. Alfred Rusigariye	MINUAR	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 22 septembre 1994
M. Elizier Cyimanizanye	UNICEF	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 28 octobre 1994
M. Deo Idanumbira	PNUD	Disparu au Rwanda depuis le 1er novembre 1994
M. Benoit Ndejeje	"	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 11 novembre 1994
M. Jean-Marc Ulimubenshi	HCR	Détenu à Cyangugu (Rwanda) depuis le 15 novembre 1994
M. Pascal Sebyatsi	PAM	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 6 décembre 1994
M. Azzam Husni Attaleh	UNRWA	Détenu en Cisjordanie depuis le 12 décembre 1994
M. Tharcisse Sibomana	HCR	Détenu à Butare (Rwanda) depuis le 29 décembre 1994
M. Jean Bosco Rwagaju	"	Détenu à Gikongoro (Rwanda) depuis janvier 1995

/...

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Jean Chrisostome Muvunyi	HCR	Détenu à Gikongoro (Rwanda) depuis le 9 janvier 1995
M. Charles Ngendahimana	"	Détenu à Gikongoro (Rwanda) depuis le 10 janvier 1995
M. Ahmad Haj Ali Ahmad	UNRWA	Détenu en Cisjordanie depuis le 22 janvier 1995
M. Khaled Ismail Bakhit	"	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 29 janvier 1995
M. Alfred Nsinga	MINUAR	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 8 février 1995
M. Mathieu Nsengiyaremye	HCR	Détenu à Cyangugu (Rwanda) depuis le 12 février 1995
M. Luc Birushya	PNUD	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 13 mars 1995
M. Athanase Ngendahimana	"	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 25 mars 1995
M. Joseph Nsabimana	HCR	Détenu à Butare (Rwanda) depuis le 25 mars 1995
M. Aloys Byugura	UNICEF	Détenu à Muhima (Rwanda) depuis le 4 avril 1995
M. Ahmad Mohammed Hamdan	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza depuis le 9 avril 1995
M. Prosper Gahamanyi	PNUD	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 12 avril 1995
Mme Clotilde Ndagijimariya	UNICEF	Détenue à Butare (Rwanda) depuis le 14 avril 1995
M. A/Madi Muhareb El Haj	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 15 avril 1995
M. Bassam Khalid El Aila	"	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 15 avril 1995
M. Alexis Mbanzamihiho	MINUAR	Détenu à Gitarama (Rwanda) depuis le 24 avril 1995
M. Hasan Ibrahim El Muzayyen	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 30 avril 1995

/...

<u>Nom</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu et date de l'incident</u>
M. Mazin Arbid	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 18 mai 1995
M. Hasan A/Hamid Deeb	"	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 20 juin 1995
M. Boniface Rutagungira	UNICEF	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 20 juin 1995
M. Mahmoud Sager El Zatma	UNRWA	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 24 juin 1995
M. Imad Ibrahim Kh. Mustafa	"	Détenu en Jordanie depuis le 24 juin 1995
M. Khaled Mohd Sheikh El Eid	"	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 26 juin 1995
M. Maher Salem	"	Détenu dans la bande de Gaza par l'Autorité palestinienne depuis le 25 juillet 1995
M. Abbas Sempija	HCR	Détenu à Kigali (Rwanda) depuis le 7 août 1995

^a Cette liste récapitulative contient, dans l'ordre chronologique, les noms des fonctionnaires qui étaient encore en détention ou portés disparus le 30 juin 1995. Elle n'a pas pour objet de fournir des informations sur tous les cas de fonctionnaires qui ont été arrêtés, détenus ou portés disparus par le passé ni sur les cas des fonctionnaires qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

Annexe II

LISTE DES FONCTIONNAIRES TUÉS DEPUIS LE 1er JUILLET 1994

<u>Nom</u>	<u>Nationalité</u>	<u>Organisme</u>	<u>Lieu/date de l'incident</u>	<u>Cause du décès</u>
1. Lopez Herrera, Jose	France	HCR	Kirundo (Burundi) 13 août 1994	Blessé par balle
2. Murenzi, Jules	Rwanda	PAM	Gikongoro (Rwanda) 30 août 1994	Blessé par balle
3. Mahmoodi, Mehrali	Iran Rép. islamique d'	HCR	Milak Bes (République Islamique d'Iran) 3 septembre 1994	Poignardé
4. Ibrahim, Labib	Égypte	UNICEF	Qena (Égypte) 17 septembre 1994	Blessé par balle au cours d'une embuscade
5. Tembe, Alfredo	Mozambique	PNUD	Maputo (Mozambique) 24 septembre 1994	Blessé par balle
6. Sacramento, Joachim	Sao Tomé-et-Principe	PAM	Luanda (Angola) 25 octobre 1994	Blessé par balle
7. Emana, Diriba	Éthiopie	CEA	Addis-Abeba (Éthiopie) 8 novembre 1994	Tué lors d'un cambriolage
8. Naingonn, Yamnalbaye	Cameroun	UNICEF	Province de Maroua (Cameroun) 14 novembre 1994	Blessé par balle lors d'une embuscade
9. Sultan, Majdi Ahmad	Palestine	UNRWA	Ville de Gaza 18 novembre 1994	Touché par une balle perdue
10. Hailu, Zekarias	Éthiopie	HCR	Moyale (Éthiopie) 22 décembre 1994	Blessé par balle
11. Lahache, Ouassini	Algérie	ONU	Alger (Algérie) 7 mars 1995	Blessé par balle
12. Sengoga, Alphonse	Burundi	UNICEF	Bujumbura (Burundi) 2 avril 1995	Victime de violence ethnique
13. Vila, Munira	Bosnie-Herzégovine	FORPRONU	Sarajevo (Bosnie- Herzégovine) 15 avril 1995	Tué par un tireur isolé
14. El-Khawaja, Mahmoud Arafat	Palestine	UNRWA	Bande de Gaza 22 juin 1995	Blessé par balle

Annexe III

RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR DES ORGANISATIONS ET PAR DES ORGANES SUBSIDIAIRES, DES BUREAUX OU DES ORGANES SUBSIDIAIRES MIXTES DES NATIONS UNIES AUX FINS D'INCLUSION DANS LE PRÉSENT RAPPORT

A. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

1. Arrestation et détention de membres du personnel de l'UNRWA

1. Le nombre de fonctionnaires arrêtés et détenus par les autorités israéliennes pendant la période considérée a continué à diminuer; au total, 10 ont été détenus en Cisjordanie, alors qu'il y en avait eu 15 l'année précédente. Deux étaient encore détenus au 30 juin 1995. Dans la bande de Gaza, après la mise en place de l'Autorité palestinienne, 58 fonctionnaires au total ont été arrêtés et détenus par la force de police palestinienne et, à la fin de la période considérée, 9 étaient encore en détention. Quatre fonctionnaires ont été détenus en Jordanie, deux en République arabe syrienne et un au Liban; sur ceux-ci, l'un de ceux qui avaient été arrêtés en Jordanie était encore détenu à la fin de la période considérée. Au total, 75 fonctionnaires ont été détenus dans toute la zone d'opérations; sur ce nombre, 61 ont été relâchés sans mise en examen ni jugement, 2 ont été condamnés et 12 étaient encore en détention au 30 juin 1995.

2. Comme les années précédentes, malgré de nombreuses démarches effectuées auprès des autorités compétentes dans toute sa zone d'opération, l'Office n'a pas pu obtenir rapidement des renseignements adéquats sur les raisons de l'arrestation et de la détention de ses fonctionnaires. Il a eu accès à un fonctionnaire de la Cisjordanie et à deux de la bande de Gaza détenus par les autorités israéliennes dans des prisons et centres de détention en Israël. Il a eu nettement plus de mal que les années précédentes à obtenir d'avoir accès au personnel détenu par les autorités israéliennes, malgré tous les efforts faits à cette fin. L'Office a jusqu'à présent obtenu d'avoir accès à un fonctionnaire détenu par l'Autorité palestinienne, encore que les cas de détention aient porté en général sur des périodes relativement courtes. Le traitement des détenus et leur santé continuent à préoccuper particulièrement l'Office, certains fonctionnaires relâchés par les autorités israéliennes se plaignant d'avoir été soumis à diverses formes de mauvais traitements physiques et psychologiques. Malgré des démarches répétées auprès des gouvernements, l'Office n'a toujours pas pu avoir accès à des membres de son personnel détenu en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne.

2. Restrictions imposées aux déplacements

3. Pendant la période considérée, les autorités israéliennes ont institué des mesures de contrôle de plus en plus strictes (permis de sortie et surveillance aux points de contrôle, y compris fouilles), en plus de celles qui avaient été signalées l'année dernière, aux points d'entrée et de sortie de la bande de Gaza et de la Cisjordanie. Ces restrictions ont considérablement ralenti, ou même empêché, les déplacements de personnel et de véhicules de l'Office entrant en

/...

Cisjordanie et dans la bande de Gaza ou en en sortant. À plusieurs reprises, à la suite d'incidents survenus en territoire israélien, les autorisations ont été annulées en bloc et le temps nécessaire à leur remplacement a provoqué des retards assez considérables dans le fonctionnement de l'Office. La fermeture de la frontière entre Israël et la Cisjordanie et la bande de Gaza pendant les fêtes israéliennes a elle aussi entraîné d'importants retards. L'Office a dû à certains moments se résoudre à utiliser des fonctionnaires internationaux comme chauffeurs. Les problèmes ont été exacerbés pendant la période considérée, car il a été interdit aux membres du personnel de l'Office titulaires de cartes d'identité de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est de pénétrer dans la bande de Gaza sans permis spéciaux, et il leur a fallu souvent très longtemps pour les obtenir. Il est fréquent que les militaires israéliens soumettent les véhicules de l'UNRWA quittant la bande de Gaza (y compris les véhicules transportant de hauts responsables de l'Office) à diverses formes de perquisitions, allant jusqu'à démonter partiellement les véhicules et à les mettre sur des fosses à réparation, ce qui a parfois endommagé des véhicules. La valise diplomatique de l'Office a elle aussi fait l'objet de perquisitions. Les effets personnels de membres du personnel, y compris ceux du personnel international, ont également été parfois fouillés. Certaines routes de la bande de Gaza ont été périodiquement fermées par les autorités israéliennes, ce qui a aussi posé des difficultés pratiques pour les déplacements de personnel et de véhicules et pour la prestation de services de l'Office. Les autorisations requises pour permettre aux membres du personnel local en déplacement officiel de traverser Israël et de se rendre de Cisjordanie en Jordanie par le pont Allenby continuent d'être très longues à obtenir.

3. Sécurité et protection du personnel de l'UNRWA

4. Deux fonctionnaires ont été tués pendant la période considérée (il y en avait eu quatre l'année précédente). Le 18 novembre 1994, lors de troubles dans la ville de Gaza, un employé d'une école de l'UNRWA se rendant dans un hôpital a été touché par une balle perdue et est mort sur le coup. Le 22 juin 1995, un employé des services d'hygiène de l'Office a été abattu par des inconnus à Beach Camp, dans la bande de Gaza.

5. À la suite de l'entrée en vigueur des dispositions de l'Accord du Caire du 2 mai 1994, dont il est question dans le rapport de l'année dernière, il y a eu de nouveau une diminution des cas de mauvais traitements infligés par les forces de sécurité israéliennes à des membres du personnel de l'Office dans les territoires occupés. Douze cas ont été signalés en Cisjordanie et aucun dans la bande de Gaza.

B. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

6. En ce qui concerne le respect des privilèges et immunités des fonctionnaires des organismes des Nations Unies, la situation d'ensemble ne semble guère s'améliorer.

7. Les cas de violation de ces privilèges et immunités sont variés : enlèvements, détentions, détournements de véhicules, perquisitions arbitraires de véhicules, perquisitions arbitraires d'effets personnels, etc. Dans la plupart des cas, les autorités locales ne font pas d'enquête, ce qui donne

/...

l'impression que de tels actes peuvent être commis en toute impunité. C'est sans doute pour cette raison que les assassinats d'onusiens sont devenus si fréquents dans de nombreuses parties du monde.

8. Peut-on faire quelque chose? Dans bien des zones où opère le HCR, il n'existe plus de véritable autorité centrale, si bien qu'il n'y a plus de services de répression. En pareil cas, il n'y a guère autre chose à faire qu'à élever une protestation officielle et vigoureuse pour chaque violation de privilèges et d'immunités et à faire en sorte que les membres du personnel soient aussi bien préparés que possible – par des stages de formation, des réunions d'information et l'accès à du matériel de protection – à se sortir de situations dangereuses ou qui mettent leur vie en danger. Il est très utile aussi qu'ils puissent avoir accès immédiatement à des spécialistes de la gestion du stress en cas d'incidents graves.

C. Organisation internationale du Travail

9. L'OIT a participé aux débats sur la sécurité du personnel local et autres questions de sécurité lors de la Réunion spéciale interinstitutions organisée en mai 1994, ainsi qu'aux débats tenus par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de l'adoption de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

10. Récemment, l'OIT a revu ses arrangements de sécurité applicables à ses activités opérationnelles et y a distribué à son personnel des notes d'information sur la sécurité des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies, y compris l'OIT. Cette question était aussi inscrite au programme d'un stage de formation destiné aux assistants d'administration de l'OIT, organisé à Abidjan en février 1995.

11. Rwanda. L'OIT a évacué son personnel international du Rwanda lors de la guerre civile. Par la suite, cinq membres du personnel de nationalité rwandaise ont été tués. L'OIT n'a pas présenté de demande spécifique au nouveau gouvernement concernant les mesures à prendre, mais si l'ONU faisait une telle demande, ces cinq cas pourraient être regroupés avec les autres.

12. France. Comme signalé précédemment, l'OIT figure au nombre des institutions spécialisées ayant leur siège à Genève dont le personnel résidant en France a été dans certains cas assujéti par le Gouvernement français à l'impôt sur le revenu en ce qui concerne leurs traitements. Le Premier Ministre français a écrit le 6 avril 1995 au Directeur général pour annoncer que le Gouvernement français avait décidé de soumettre la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées au Parlement pour qu'il la ratifie sans émettre de réserve concernant les questions d'imposition.

Annexe IV

PROGRAMMES, FONDS, BUREAUX, MISSIONS, INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
ET ORGANISMES APPARENTÉS DES NATIONS UNIES PRIÉS DE FOURNIR DES
INFORMATIONS AUX FINS DU PRÉSENT RAPPORT

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
	Banque mondiale
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement
	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUST	Organismes des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
